



**ARRETE MUNICIPAL N°2026/003**

Malijai, le 27 Janvier 2026

**OBJET : Règlementant la détention et la consommation de protoxyde d'azote dans la commune de Malijai**

**Le Maire de la Commune de MALIJAI**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 ; L2212-2 et suivants, L2131-1 ;

**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure notamment son article R511-1 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment ses articles 222-15, 223-1, R610-5 et R635-8 ;

**Vu** le Code de la santé publique et notamment l'article L1311-2 et L3611-3;

**Considérant** que le protoxyde d'azote (N2O), aussi connu sous le nom de « gaz hilarant », est un gaz d'usage courant stocké dans des cartouches de siphon alimentaires, des aérosols d'air sec ou des bonbonnes utilisées en médecine et dans l'industrie, et que celles-ci sont depuis quelque temps détournées de leurs usages initiaux pour ses propriétés euphorisantes en France et sur le territoire communal ;

**Considérant** que le produit est transféré dans des ballons de baudruche afin d'être inhalé, ayant pour effet de multiplier les risques notamment d'asphyxie lorsque le sac plastique ou le masque recouvrent le nez et la bouche pour inhaler le protoxyde d'azote ;

**Considérant** que ce phénomène prend des proportions inquiétantes sur le territoire communal eu égard aux constats faits par la Police Municipale et la Gendarmerie, témoignant de la banalisation de l'usage intensif de ce produit ;

**Considérant** les risques encourus par les personnes inhalant du protoxyde d'azote, notamment : brûlure des lèvres et de la gorge par le froid, perte de connaissance pouvant entraîner une chute grave ou une perte des réflexes, voire un risque de décès par manque d'oxygène lorsque les cartouches sont très concentrées ;

**Considérant** que l'usage régulier du protoxyde d'azote, selon l'Agence Régionale de la Santé, peut entraîner des effets suivants : atteinte neurologique avec sensibilité et motricité perturbées, perte de contrôle pouvant entraîner une addiction, hallucination visuelle, trouble du rythme cardiaque ;

**Considérant** par ailleurs que ces cartouches usagées, jetées à même le sol sur le domaine public, constituent des déchets qui polluent et portent atteinte à l'environnement ;

**Considérant** que cette consommation peut constituer des atteintes au bon ordre, à la sécurité, à la sûreté, à la santé et à la tranquillité publique ;

**Considérant** qu'il convient, dès lors, de prendre des mesures nécessaires et adaptées de protection contre les risques provoqués par l'inhalation du gaz de protoxyde d'azote.

**Considérant** L'avis favorable du commandant de brigade de la communauté de brigade de gendarmerie de Château-Arnoux Saint-Auban/Les Mees.

REÇU EN PREFECTURE

le 27/01/2026

Application agréée E-legalite.com

99\_SE-004-210401089-20260127-ARRETE2026\_

## **ARRETE :**

**Article 1 :** La détention, l'utilisation, l'abandon, la cession et la revente de cartouches de gaz de protoxyde d'azote, sur la voie publique et dans les espaces ouverts au public, par des personnes mineures ou majeures, sont interdits sur tout le territoire de la commune de Malijai.

**Article 2 :** L'usage détourné de protoxyde d'azote, à des fins récréatives ou incendiaires, sur le domaine public est interdit.

**Article 3 :** Il est interdit aux mineurs de posséder sur eux dans l'espace public du territoire de la commune des cartouches ou autres récipients sous pression contenant du gaz de protoxyde d'azote.

**Article 4 :** Il est interdit de jeter ou d'abandonner dans l'espace public des cartouches ou autres récipients sous pression ayant contenu du gaz de protoxyde d'azote.

**Article 5 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :** Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie des Mees, Monsieur l'agent de Police Municipale, ainsi que les agents habilités, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie :

Prefecture des Alpes de Haute Provence  
Gendarmerie Territorialement compétente

Fait a Malijai  
Le 27/01/2026  
Le Maire,  
Sonia FONTAINE



REÇU EN PREFECTURE

le 27/01/2026

Application agréée E-legalite.com

99\_SE-004-210401089-20260127-ARRETE2026\_